**Clause de non-concurrence**

Entre,

La Société (indiquer la dénomination de la société) dont le siège social se situe au (indiquer l’adresse), représentée par (indiquer Nom Prénom et qualité du représentant de la société), d’une part,

Et,

(Madame, Monsieur + Nom Prénom du salarié), domicilié au (indiquer l’adresse)

Numéro de Sécurité Sociale (préciser),

D’autre part,

Il a été convenu ce qui suit

(Madame, Monsieur + Nom Prénom du salarié) occupe un poste de (préciser) au sein de la Société. Cette situation amène (Madame, Monsieur + Nom Prénom du salarié) à (préciser les spécificités des fonctions occupées qui justifient la mise en place d’une clause de non-concurrence : exemple « recueillir des informations confidentielles sur la stratégie économique de l’entreprise »). Dans ce contexte, (Madame, Monsieur + Nom Prénom du salarié) est soumis, en cas de rupture de son contrat de travail, à une obligation de non-concurrence. Il/Elle s’interdit la signature de tout engagement contractuel avec une entreprise concurrente et renonce à créer, de façon directe ou indirecte, une entreprise ayant en tout ou partie une activité concurrente. Cette interdiction s’applique vers les entreprises et activités concurrentes suivantes : (préciser).

Cette interdiction est fixée pour une durée de (préciser le nombre de mois ou d’années), à compter de la date de rupture du contrat de travail. Elle vaut pour la zone géographique suivante : (préciser la ville, le département ou la région).

En contrepartie de cette interdiction, (Madame, Monsieur + Nom Prénom du salarié) percevra une indemnité de (préciser le montant en euros) versée à compter du jour de la rupture de son contrat de travail, et pendant toute la durée de l’interdiction.

Le non-respect par (Madame, Monsieur + Nom Prénom du salarié) de la clause de non-concurrence l’expose au versement d’une pénalité fixée forfaitairement à (préciser le montant).

Fait à (Ville), le (Date),

En autant d’exemplaires que de parties

Signature du salarié précédée de la mention « Lu et approuvé »

Signature de l’employeur précédée de la mention « Lu et approuvé »